

7e congrès de l'Unsa : Laurent Escure demande aux pouvoirs publics de "remettre le social au cœur de leur politique"

Le 7e congrès national de l'Unsa s'est conclu, jeudi 4 avril 2019, par le discours du nouveau secrétaire général, Laurent Escure. La résolution générale a été adoptée avec 93,48 % des suffrages. Dans son discours, le leader syndical réformiste interpelle les pouvoirs publics sur la nécessité d'infléchir leur politique pour y intégrer plus de social et sur l'importance de ne pas contourner les partenaires sociaux.



Laurent Escure, secrétaire général de l'Unsa, lors du discours de clôture du 7e congrès national, à Rennes, jeudi 4 avril 2019. Capture d'écran Unsa

"Pour cette deuxième partie de quinquennat, monsieur le président de la République, monsieur le Premier ministre, mesdames et messieurs les membres du gouvernement, mesdames et messieurs les membres de la majorité, les délégués du congrès de l'Unsa ont un message pour vous : Ne perdez pas de temps, et remettez le social au cœur de votre politique. La

cohésion sociale de notre pays, ses performances économiques mais aussi l'esprit même de l'idéal républicain exigent des mesures de justice et d'équité."

En clôture du 7e congrès national de l'Unsa, le nouveau secrétaire général, Laurent Escure choisit d'interpeller directement les pouvoirs publics. "La politique du 'en même temps' doit être rééquilibrée. Jusqu'alors, on a bien vu la flexibilité, mais moins la sécurité", précise le nouveau leader, à l'occasion d'un point presse.

retraites et transitions

Et pour illustrer cette requête, il évoque le dossier des retraites. Si l'Unsa ne demande pas cette réforme systémique, "quitte à faire une réforme, elle doit aussi corriger les inégalités actuelles et bénéficier : aux femmes, aux carrières longues et à ceux qui ont eu des métiers pénibles". Et "si comme cela a été dit, il ne s'agit pas de faire des économies avec cette réforme, il faudra bien en revanche trouver des financements supplémentaires de solidarités, qu'ils soient internes au système ou qu'ils relèvent de la solidarité nationale", explique Laurent Escure. Il réitère la demande d'un long "temps de transition" de "15 ans" par exemple. Ainsi, "si l'on a raté quelque chose, on aurait le temps de rattraper et de corriger", explique-t-il.

Dans la droite ligne du récent pacte social et environnemental que l'Unsa a signé avec d'autres syndicats et associations, il y a quelques semaines, l'organisation veut faire des "transitions écologiques et économiques", un des axes de sa politique de ce nouveau mandat. "Il n'y aura pas de transition écologique si la justice sociale n'est pas au cœur de ces changements", souligne Laurent Escure, ajoutant que "la transition écologique n'est pas une option facultative car il est question de la survie même de l'espèce humaine". À ceux qui doutent que la question environnementale soit une question syndicale, il répond qu'au contraire, "c'est tout à fait dans notre activité car la défense concrète des intérêts matériels et moraux des travailleurs passe désormais aussi par une prise en compte très nette de ces dossiers".

"renouveau de notre démocratie"

La "crise des gilets jaunes" est "le signe d'une demande de renouveau de notre démocratie", considère en outre le secrétaire général. "Réfléchir à un renouveau démocratique est nécessaire. Mais la première étape devrait être de faire vivre à nouveau la démocratie représentative sous toutes ces formes", souligne Laurent Escure. Et de s'adresser à nouveau directement au chef de l'État : "Les partenaires sociaux, le mouvement mutualiste, les grandes associations qui représentent des millions de citoyens engagés, ne sont pas des obstacles à contourner mais une part de la démocratie à associer, à consulter et à prendre en compte !"

"Nous continuerons à faire avec les autres composantes du camp réformiste, ce que nous avons fait ces dernières années au plan syndical et quand les sujets l'exigent, ce que nous avons fait dans le cadre de collectif plus large", assure Laurent Escure. S'il existe évidemment des concurrences sur le terrain et des différences d'approche, cela ne doit pas "nous empêcher sur les grands sujets d'ordre général de nous exprimer en commun".

"l'autonomie a l'air de plaire"

Outre la revendication de l'émergence d'une représentativité nationale prenant en compte le privé et le public, Laurent Escure se montre "très optimiste" sur le développement de l'organisation. Avec une période électorale réduite à deux ans avec la mise en place des CSE, il se montre prudent sur l'atteinte de la barre de la représentativité à l'horizon 2021. Et avec 184 000 adhérents annoncés lors de ce 7e congrès national, Laurent Escure se félicite du fait que "le principe de l'autonomie a l'air de plaire et a des échos positifs".